



**PRÉFET
DE LA MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Grand Est**

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen - CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz

ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 29 novembre 2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 8 octobre 2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Saarstahl AG
Vieux Crassier
BP 606
57350 Schœneck

Références : SCHOENECK_SAARSTAHL_2024-11-29_RAPVI_AMENDE_GSM_00578

Code AIOT : 0006201878

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 8 octobre 2024 dans l'établissement Saarlühl AG implanté Vieux Crassier BP 606 57350 Schœneck. L'inspection a été annoncée le 25 septembre 2024. Cette partie « contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée dans le cadre du suivi des échéances fixées à travers les mises en demeure.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Saarlühl AG
- Vieux Crassier BP 606 57350 Schœneck
- Code AIOT : 0006201878
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : non Seveso
- IED : non IED

La société Saarlühl AG est autorisée à exploiter une installation de stockage de déchets inertes non valorisables issus du traitement de déchets d'aciéries par l'arrêté préfectoral modifié n° 2010- DLP/BUPE-228 du 21 juin 2010.

L'arrêté préfectoral n° 2016-DLP/BUPE-02 du 6 janvier 2016 met l'exploitant en demeure de respecter notamment les dispositions de l'article 1.2.2 de l'arrêté préfectoral du 21 juin 2010 précité relatif à la hauteur finale du crassier.

Contexte de l'inspection : suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection : déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « faits sans suite administrative » ;
- « faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	suivi de la mise en demeure	arrêté préfectoral du 06/01/2016, article 1 ^{er} partiel	amende	

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	situation administrative, accès au site	arrêté préfectoral du 21/06/2010, articles 1.2.1 et 4.1.1 partiel	demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection objet du présent rapport a mis en évidence :

- des faits non-conformes : non-respect de la mise en demeure.
En application de l'article L.171-8 du code de l'environnement, un projet d'arrêté préfectoral rendant redevable d'une amende d'un montant de 20 000 € (vingt mille euros) a été préparé en ce sens.
L'inspection des installations classées propose que le contradictoire sur le projet d'arrêté préfectoral soit engagé selon les modalités définies avec la préfecture de la Moselle.
Le paiement de l'amende ne dispense pas l'exploitant de satisfaire aux dispositions reprises par l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2016-DLP/BUPE-02 du 6 janvier 2016;
- des faits nécessitant le positionnement de l'exploitant sur la réalisation d'une nouvelle activité de traitement de déchets sur le site d'exploitation. L'exploitant doit ainsi soit cesser l'activité illicite ou la régulariser en la portant à la connaissance du préfet, soit réduire son périmètre d'exploitation au profit de la société Hans Schwartz qui devra régulariser l'activité illicite auprès du préfet.
Dans tous les cas, l'exploitant doit respecter les dispositions de l'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral du 21 juin 2010 portant autorisation d'exploiter en matière de clôture de l'établissement sur toute sa périphérie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : suivi de la mise en demeure

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 06/01/2016, article 1 ^{er} partiel
Thème(s) : risques chroniques, déchets
<p>Prescription contrôlée : La société Saerstahl AG, société par actions de droit allemand, dont le siège social est situé 57-59 Bismarckstrasse à VÖLKLINGEN (Allemagne), est mise en demeure de respecter, pour son installation de stockage et de traitement de déchets d'aciéries sise à Schoeneck et Stiring-Wendel, lieu-dit « Vieux Crassier », les dispositions suivantes de son arrêté préfectoral n° 2010- DLP/BUPE-228 du 21 juin 2010 à compter de la date de signature du présent arrêté :</p> <p>- article 1.2.2 dans un délai de six mois (<i>en dehors des zones déjà aménagées en espaces verts, la hauteur finale du crassier ne devra pas excéder 262 m NGF</i>) ;</p> <p>[...]</p>
<p>Constats : Lors de la présente visite, l'inspection constate à nouveau, de visu et sur plan topographique de juillet 2023, le maintien du merlon au-delà de la hauteur finale du crassier, sans que l'exploitant n'ait régularisé sa situation par le dépôt des compléments au dossier de demande d'autorisation d'exploiter. L'exploitant indique avoir sollicité un devis auprès du CEREMA pour la réalisation d'une étude de stabilité et de sécurité du merlon et n'être pas en mesure de donner une échéance pour la remise des compléments à son dossier de demande d'autorisation d'exploiter.</p>

<p>L'inspection rappelle que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la demande de 2013 d'édification d'un merlon faisant passer la cote finale de 262 à 282 m NGF a fait l'objet de deux demandes de compléments en juillet et décembre 2015 (notamment étude d'impact paysagère, bruit, capacité de stockage totale et stabilité et sécurité du merlon) ; - le 18 novembre 2015, l'inspection a constaté l'édification du merlon au-delà de la hauteur finale du crassier, d'où la présente mise en demeure relative au respect de la hauteur finale du crassier ; - le 22 août 2016, le préfet a informé l'exploitant que son projet de merlon est considéré comme une modification substantielle des conditions d'exploitation nécessitant un nouveau dossier de demande d'autorisation d'exploiter ; - le 12 janvier 2017, l'exploitant a informé l'inspection qu'il a mandaté le bureau d'études Géo Plus Environnement pour la réalisation du dossier de demande d'autorisation d'exploiter ; - l'arrêté préfectoral n° 2017-DCAT/BEPE-140 du 13 juillet 2017 impose à l'exploitant la consignation d'une somme de 49 700 €, jusqu'à évacuation des matériaux situés au-dessus de la cote de 262 mNGF, permettant ainsi le respect des dispositions de l'article 1.2.2 de l'arrêté préfectoral n° 2010-DLP/BUPE- 228 du 21 juin 2010 ; - le 4 octobre 2021, l'inspection a constaté le maintien du merlon et l'exploitant a indiqué que le montage du dossier par Géo Plus Environnement a été abandonné ; - le 21 décembre 2022, l'exploitant a déposé son dossier de demande d'autorisation environnementale. Le 30 juin 2023, le préfet a invité l'exploitant à régulariser sous 6 mois son dossier jugé non complet ou régulier, et/ou ne comportant pas tous les éléments suffisants pour en permettre l'examen ; - le 19 septembre 2023, l'exploitant a demandé une copie de la lettre préfectorale du 30 juin 2023 qu'il n'aurait pas réceptionnée ; - le 7 novembre 2023, l'exploitant a sollicité un délai au 1^{er} trimestre 2024 pour la remise des compléments de dossier en avançant la nécessité d'investigations complémentaires (études de stabilité et de sécurité du merlon notamment) ; - le 8 février 2024, l'exploitant a sollicité un nouveau délai, sans fixer d'échéance, considérant la nécessité de prélèvements géotechniques du terrain pour mieux élaborer l'étude de stabilité. <p>En conséquence, considérant que l'exploitant n'a pas déféré à l'arrêté préfectoral de mise en demeure, l'inspection propose à Monsieur le préfet, conformément au 4^o du II de l'article L.171- 8 du code de l'environnement, un projet d'arrêté préfectoral prononçant une amende administrative d'un montant de 20 000 €.</p> <p>Afin de satisfaire au principe de proportionnalité de la sanction et pour la fixation du montant de l'amende, l'inspection propose de fonder celle-ci sur les gains financiers réalisés par l'exploitant résultant du non-respect de l'arrêté de mise en demeure et de la poursuite de l'exploitation des installations et du coût de réalisation d'une étude de stabilité et de sécurité.</p>
Type de suites proposées : avec suites
Proposition de suites : amende

N° 2 : situation administrative, accès au site

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 21/06/2010, articles 1.2.1 et 4.1.1 partiel
Thème(s) : situation administrative, accès au site
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 1.2.1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées (<i>tableau non reproduit</i>).</p> <p>Article 4.1.1 Afin de contrôler efficacement l'accès du crassier aux véhicules routiers, toutes les issues reliées aux voies publiques sont surveillées et doivent être fermées à clef en dehors des heures d'exploitation. L'établissement est clôturé sur toute sa périphérie et son accès est interdit à toute personne étrangère à son exploitation. Cette interdiction sera affichée d'une manière bien visible aux accès</p>

précités.

[...]

Constats :

Lors de la présente visite, l'inspection constate sur le site d'exploitation, sur une partie de la parcelle 37 de la section 5 de Schoeneck au Sud-Est du site :

- une nouvelle activité de traitement de déchets, illicite, qui apparaît comme une extension en France de l'activité réalisée dans la continuité du terrain, en Allemagne, par la société allemande Hans Schwartz GmbH & Co (Drahtzugweiher 66117 Saarbrücken). Suivant les informations disponibles sur leur site internet, cette société produit des matériaux recyclés à partir de déchets du bâtiment ;
- l'absence de clôture du site en limite de propriété. Une route traverse le site Saarlautern et le site Hans Schwartz et débouche sur la rue de Schoeneck (RD32) en France et la rue du Docteur Vogeler (Dr Vogeler-Strasse) en Allemagne.

Sur une surface évaluée à environ 12 000 m², il est constaté la présence de déchets de démolition du bâtiment y compris de déconstruction de routes et la réalisation du broyage et du transit de ces déchets.

Ces activités sont susceptibles de relever de la législation des installations classées et suivant la nature des déchets, des rubriques :

- 2515 (*installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation*) ;
- 2790 (*installation de traitement de déchets dangereux*) ;
- 2791 (*installation de traitement de déchets non dangereux*) ;
- 2517 (*station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes*) ;
- 2716 (*installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes*) ;
- 2718 (*installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux*).

L'exploitant indique qu'il loue cette partie de son site d'exploitation à la société Hans Schwartz GmbH & Co.

Concernant l'absence de clôture du site à la frontière franco-allemande au niveau du site Hans Schwartz, l'exploitant indique que la clôture de son site a été étendue aux limites du site Hans Schwartz, qui est également équipé d'un portail fermé en dehors des heures d'exploitation de ce dernier.

Il complète en indiquant que l'ensemble du trafic routier lié à son activité emprunte cette route interne avant d'emprunter la RD32 en France.

Il est demandé à l'exploitant :

- de se positionner sur cette nouvelle activité de traitement de déchets :
 - soit en régularisant sa situation administrative en portant à la connaissance du préfet ladite nouvelle activité, soit en cessant l'activité illicite ;
 - soit en réduisant son périmètre d'exploitation au profit de la société Hans Schwartz ; charge à cette dernière de régulariser l'activité illicite auprès du préfet ;
- dans tous les cas, de respecter les dispositions de l'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral du 21 juin 2010 précité en matière de clôture de l'établissement sur toute sa périphérie.

Type de suites proposées : avec suites

Proposition de suites : demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours